

Bulletin du G.S.I

(Groupe Socialiste Internationaliste)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs
IV^e Internationale N°63 - NOVEMBRE 2006 - 2 EUR



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Ségolène Royal, la candidate blairiste du PS :



Des idées neuves...

Pour privatiser ?

Pour délocaliser ?

Pour réprimer ?

Sommaire du n° 63

- ✓ Edito. La Blairiste Ségolène Royal représentera la « boîte à idées » PS en 2007 p.2
- ✓ Restructurations, délocalisations, fusions : les ravages du capital financier. p.4
- ✓ Où va le « service public » postal ? p.5
- ✓ La nouvelle Confédération Syndicale Internationale... Communiqué du GSI. p.7
- ✓ La FSEUL est née dans la lutte... et pour lutter ! p.9
- ✓ Revue de presse sociale. p.10
- ✓ Hongrie 1956 : la révolution des conseils ouvriers. p.11
- ✓ Courrier International 125. p.14
- ✓ Vie des sections de la LIT-QI : Rupture/FER, section portugaise. p.18
- ✓ Vie des sections de la LIT-QI : LCT/CWB, section belge. p.20

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique (E-Mail) :

apido.gsi@wanadoo.fr

Site Web (nouvelle adresse) :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le 27 novembre 2006

Directeur de la publication : J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

La Blairiste Ségolène Royal représentera la « boîte à idées » PS en 2007

Le parti socialiste avait donc le choix entre 3 candidats présidentiables : S. Royale, D. Strauss-Kahn et L. Fabius. Des candidats qui, en tant que ministres du gouvernement Mitterrand puis de celui Chirac-Jospin, ont tous trois participé activement à l'application de la politique anti-ouvrière exigée par les directives de Maastricht, à savoir : la destruction de la santé et de l'enseignement, la flexibilité, le blocage-baisse des salaires, etc. etc.

C'est finalement la candidate préférée des sondage et des media, S. Royale, qui a emporté la mise, après une campagne basée sur des slogans, dont notamment « *la politique doit changer* », « *n'ayons pas peur des idées neuves* ». L'ancienne conseillère de François Mitterrand, et adjointe du sinistre ministre de l'éducation Claude Allègre, a été présentée comme étant la plus en symbiose avec les militants socialistes et le peuple, parce que... étant la plus moderne de tous.

Cette « moderniste », tant célébrée par la presse bourgeoise, a en effet dévoilé très rapidement ses « idées neuves ». Pour la jeunesse des cités, les « *fauteurs de troubles* » : le maintien des CRS et la mise en place de centres éducatifs encadrés par des militaires. Pour la jeunesse au chômage : la continuation de la précarité avec la restauration des « emplois jeunes » du gouvernement Jospin. Pour les fainéants enseignants : augmentation des heures de travail, obligation « de rester 35 heures dans l'établissement » (la candidate d'ignorer royalement les heures consa-

crées aux réunions pédagogiques, à la préparation des cours, à la correction des devoir à la maison...). Le tout, couronné par une dose de « démocratie participative » à la sauce brésilienne.

Quelles que soient les explications avancées par les commentateurs bourgeois sur le vote des militants et la consécutive victoire de S. Royal (traumatisme post-Le Pen suite aux élections présidentielles de 2002 et, de là, nécessité de donner un signal fort aux électeurs... ; peur de l'extrémisme de Sarkozy... ; répercussion, dans le vote socialiste, d'une demande d'idées neuves de la part du « peuple »... ; dépassement du cadre des partis politiques..., et autres perles), une chose est certaine : le choix des militants socialistes, porté à 60% sur S. Royale comme candidate aux élections présidentielles, loin de nous surprendre, confirme ce que nous répétons depuis un bon moment déjà : le caractère de plus en plus bourgeois de ce parti soi-disant de gauche.

D'un point de vue ouvrier, de classe, le choix entre ces trois acteurs des restructurations capitalistes, (et pas n'importe lesquels !) relève de la quadrature du cercle ; ce choix, toutefois, ne pose aucun problème dans le Parti Socialiste. Aussi, l'élection de cette fervente admiratrice de Tony Blair, passionaria du oui au référendum européen, et l'importance du score obtenu, reflètent la **profonde transformation sociale** de cette formation politique. Caractérisé traditionnellement par le trotskisme

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

comme parti ouvrier bourgeois, sa composition majoritairement petite bourgeoise pèse, aujourd'hui, de tout son poids dans les orientations politiques du PS ; des orientations, depuis déjà assez longtemps, entièrement pro-capitalistes.

De la part du PS, il est donc sûr que, comme ce fût lors de la campagne du candidat Royal, nous aurons à assister jusqu'aux élections présidentielles au matraquage des derniers mois pour faire pression sur les travailleurs et leur faire oublier toutes ces années de connivence, avec la droite et le patronat, dans la destruction des conquêtes et acquis sociaux. Mais, surtout, nous subirons un matraquage pour occulter, isoler, encadrer la lutte de classe et acculer les travailleurs à la seule « issue possible », selon le PS : l'élection de la patronne de « l'usine des idées neuves » au poste de président de la république.

« Nous devons incarner l'ambition d'une France économiquement dynamique et socialement solidaire » a martelé la candidate Royal dans

son premier discours le vendredi 17 novembre, comme une synthèse de tout son « arsenal d'idées novatrices ». Certes, « Une France économiquement dynamique » pour le patronat, et « socialement solidaire » du patronat : c'est ce à quoi le PS et S. Royal n'ont pas arrêté d'œuvrer depuis des années ; c'est aussi ce à quoi le PS et S. Royal ont toujours rêvé. Voilà le programme qui attend les travailleurs si la patronne du monde industriel des idées neuves l'emportait aux élections.

Il est certain que, par tous les moyens, on va continuer à essayer de nous enfermer dans ce faux choix entre une « gauche » Ségolène et une droite Sarkozy. Un choix entre deux « modernistes », comme les caractérisent leurs acolytes et les grands media de tous bords. Ainsi, d'après l'hebdomadaire "Courrier International", la presse étrangère a du mal à voir ce que distingue Ségolène Royal de Nicolas Sarkozy. "La bagarre entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal ne sera au fond qu'un drame psychologique", prédit par exemple

l'hebdomadaire britannique "The Spectator". La tâche est rude, en effet, pour celui qui chercherait à faire une distinction programmatique entre les deux rivaux du modernisme. Leur modernisme n'étant, ni plus ni moins, qu'une recherche frénétique pour s'adapter aux exigences de l'économie de marché, sous la direction et surveillance étroite de Bruxelles.

Mais vouloir n'est pas pouvoir !

Ils auront beau tout prévoir pour faire passer leur vieux modernisme réactionnaire, il restera toujours un facteur qu'ils ne peuvent pas prévoir, le principal : quelle sera la réaction des millions de travailleurs appauvris, attaqués de toutes parts dans leurs conquêtes et acquis sociaux ? Celle des chômeurs dans la misère ? Celle des jeunes précarisés et exposés à une répression policière permanente ? Car c'est eux qui auront le dernier mot, et bien malin celui qui, à ce stade de l'échéance, pourrait déterminer quelle sera l'issue de cette expression déformée de la lutte de classes que sont les présidentielles de 2007 !

(Suite de la page 4)

trême-gauche pour que soit levé secret commercial et bancaire qui permettront d'en finir avec les fermetures d'usines, les délocalisations et les suppressions d'emplois.

« L'émancipation de la classe ouvrière

sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même » : Ce sont aux travailleurs, organisés à échelle européenne de mener la lutte contre la fuite en avant du capital. Il s'agit de combattre pour la nationalisation sans indemnités ni rachat des entreprises qui cherchent à délocaliser, seule garantie de la défense des intérêts

matériels des travailleurs .

Rémy

(1) CES : Confédération Européenne des Syndicats

(2) CSI : Confédération Syndicale Internationale

Je m'abonne à l'Internationaliste, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'Internationaliste - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Restructurations, délocalisations, fusions : les ravages du capital financier

L'agonie du capitalisme se ressent de plus en plus fortement au sein des métropoles impérialistes. L'Ere des guerres (Irak) et des révolutions (Oaxaca) est le produit de la nécessité pour les capitalistes d'assurer le maintien du taux de profit contre sa baisse tendancielle, diagnostiquée par Marx dès la fin du XIX^{ème} siècle. La stratégie du capital dans ce but est évidente : pillage des ressources naturelles pour un approvisionnement en matières premières le moins coûteux et exploitation accrue des travailleurs du monde entier pour s'assurer les plus bas coûts de production. Des massacres orchestrés par l'impérialisme (Irak) ou par ses agents (Gaza) à la déqualification des travailleurs dans les métropoles, la destruction des forces productives par le capital se poursuit au même rythme que sa décomposition. L'analyse de Trotsky sur la fin de la croissance des forces productives se vérifie chaque jour.

Les délocalisations sont un des symptômes les plus remarquables de la crise profonde du système économique capitaliste. Fléau pour les travailleurs des pays impérialistes, elles agissent vicieusement sur le coût de la force de travail : Combinées à un taux de chômage élevé (l'armée de réserve du capital), elles permettent d'accroître la pression sur les travailleurs contraints d'accepter les exigences du patronat et des actionnaires sous peine, avec sentence immédiate, de licenciement dit économique.

En dépit des déclarations larmoyantes des gouvernements déplorant cyniquement la précarisation de milliers de travailleurs, les délocalisations sont appuyées par l'Union Européenne, alliance circonstancielle des bourgeoisies contre le prolétariat européen.

Le retour sous un nouvel aspect de la directive Bolkestein illustre parfaitement un des objectifs centraux de l'UE : la mise en concurrence des travailleurs.

Grâce au Non des travailleurs et des jeunes français et néerlandais à la constitution européenne, la directive sur les services, dite directive Bolkestein, avait été retiré. Les masses s'étaient saisi de cette attaque directe contre les droits des

travailleurs pour comprendre la nature de l'ensemble de la constitution.

Aujourd'hui un nouveau texte a été adopté. Il a pour but de libéraliser les services en facilitant les délocalisations au sein de l'union européenne. Avec l'entrée dans l'Union de pays où le coût du travail est particulièrement faible (Bulgarie, Roumanie), cette mesure est une menace grave pour les travailleurs qui ont obtenu de haute lutte des conditions de travail plus favorables (Allemagne, Belgique, France, Espagne...).

Après l'industrie lourde et manufacturière, c'est le secteur économique des services qui va être principalement touché par les délocalisations. Parallèlement de nouveaux marchés sont ouverts par la privatisation des services publics (rappelons que la directive s'applique, par exemple, à l'enseignement supérieur).

Le secteur industriel achève sa « restructuration » par le capital financier : les ravages causés par la disparition de milliers d'emplois sont autant d'exemples qui prouvent la faillite du capitalisme.

En France, la régionalisation (c'est-à-dire le morcellement de la classe ouvrière par la mise en concurrence de grandes régions définies par une activité économique spécifique) se traduit par la désertification de certaines contrées dont l'activité économique ne répond plus aux besoins du capital. C'est le cas des Ardennes qui a occupé, par son caractère dramatique, l'actualité de la lutte de classe de ces dernières semaines.

Dans une région déjà sinistrée, au taux de chômage record (13%), 1200 emplois ont été supprimés durant la seule année 2003 et 2000 sont aujourd'hui directement menacés. La mobilisation isolée des travailleurs ardennais et de leur proches n'aura pas inquiété le groupe américain (Catalina) et le fond d'investissement, américain également (Lightyear Fund), qui avaient pris le contrôle de l'entreprise Thomé-Génot (300 licenciements) et programmé sa disparition

après la surexploitation de ses travailleurs. Ils avaient accepté l'augmentation de la productivité en espérant conserver leur travail. L'Etat français, qui a envoyé les CRS mettre fin à l'occupation par les ouvriers de leur usine, a montré de nouveau quels intérêts il entendait défendre. Tirer le lait jusqu'à la dernière goutte puis égorgé la vache, voilà la stratégie du capital pour sauvegarder ses profits.

Un autre exemple européen vient confirmé le cas ardennais : le rapatriement par Volkswagen de sa production belge (assemblage du modèle Golf, première voiture vendue en Europe) en Allemagne. Ce qui se traduit par la suppression de 4000 emplois. Cela va-t-il profiter aux travailleurs allemands ? Nullement. La direction, par un accord avec les bureaucraties syndicales (IG-Metall, principal syndicat allemand) aurait promis de ne pas supprimer d'emplois en Allemagne contre une augmentation du temps de travail. Les travailleurs n'ont pas de patrie dixit Marx, les attaques contre les ouvriers belges ne profiteront pas aux ouvriers allemands.

Ce ne sont pas les déclarations des différents gouvernements sur le patriotisme économique, la préférence nationale ou européenne qui doivent rassurer les travailleurs sur leur futur. La préférence européenne pour l'avenir des profits. L'opposition de façade du gouvernement Villepin à la fusion Mittal/Arcelor qui signe la disparition de la sidérurgie en France n'était destinée qu'à obtenir les garanties suffisantes pour les dirigeants français.

Dans ce cadre le morcellement des mobilisations par les bureaucraties syndicales est criminel. Alors que leur intégration au système capitaliste via la CES⁽¹⁾ et maintenant la CSI⁽²⁾ avance à grands pas, l'unité de la classe ouvrière européenne est plus que jamais nécessaire pour enrayer les ravages du capitalisme. Qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas l'interdiction législative des délocalisations (pour les entreprises bénéficiaires) ou la demande polie adressé au patronat par certaines organisations dites d'ex-

(Suite page 3)

Où va le « service public » postal ?

Depuis plus de vingt ans, une mécanique s'est mise en marche dans le but de privatiser l'ensemble des services publics. Les coupes budgétaires aboutissent à un sabotage, lequel sert à étayer une campagne de dénigrement et à faire émerger des concurrents privés, parfois subventionnés. Au nom de la « concurrence libre et non faussée » inscrite dans le traité de Maastricht et dans la « constitution européenne », l'ouverture des services publics à la concurrence et leur privatisation vient clore l'offensive, si bien entendu la lutte des classes ne vient pas bousculer les ambitions capitalistes.

Séparés par la « loi Quilès » du nom du ministre « socialiste » des PTT en 1990, France Telecom a été privatisée par le gouvernement Jospin qui s'était engagé à ne pas le faire et La Poste prend aujourd'hui le même chemin avec un temps de décalage. Le processus lancé en 1997, visant la privatisation de l'ensemble des activités des postes, en Europe, est entré dans sa dernière phase avec la proposition de directive de la Commission de Bruxelles préconisant une ouverture totale à la concurrence à partir du 1er janvier 2009. Mais depuis longtemps l'ensemble des postes des pays membres ont anticipé cette régression avec des conséquences néfastes pour le service public et pour les personnels.

Le service public

Sous prétexte d'ouverture à la concurrence, la Poste s'est engagée dans une restructuration permanente qui vise à son adaptation aux exigences capitalistes, ce qui l'éloigne d'autant du service public. L'étendue du réseau des bureaux de poste, comme l'obligation de distribuer le courrier à tous les usagers, au même tarif dans un délai de 24 heures (J+1) sont une nécessité pour un service public. Mais ils deviennent autant d'obstacles dès lors qu'il s'agit de rentabilité.

Désormais, fini le bureau de poste, vive le « point de contact » ! Chez un commerçant, en attendant l'église, comme au Royaume-uni, la Poste ouvre des « points de contact ». L'épicier-postier, non assermenté, sait désormais s'il peut ou non faire crédit à ses clients, idem pour le boucher-postier ou le cafetier-postier. Ce mélange des genres est malsain, mais rentable : la Poste peut espérer se débarrasser de deux bureaux de poste sur trois tout en maintenant le nombre de « points de contacts ». Même un rayon de « prêt-à-poster » en supermarché est considéré comme point de contact... Tout est question de « communication ». Economies en personnels et opérations immobilières rentables sont au rendez-vous.

Cent mille postiers grévistes le 14 novembre !

Malgré des conditions d'appel *a minima*, la grève du 14 novembre à la Poste a été suivie 30% du personnel, soit 100 000 agents. Les dirigeants de la Poste ont annoncé 15%, mais tout le monde sait que leurs chiffres sont truqués. En effet, ils ne comptabilisent que les grévistes du matin, rapportés à l'effectif total (malades et congés compris) de cette entreprise publique qui travaille 24 heures sur 24 et ne connaît pas de fermeture annuelle.

La grève du 14 novembre était appelée par la quasi totalité des organisations syndicales du secteur (CGT, FO, SUD, CFDT et CFTC). Cette participation à la grève, comme aux rassemblements et manifestations, montre, au-delà des limitations inhérentes à ce type de mobilisations, l'exaspération du personnel et sa disponibilité au combat pour défendre ses revendications.

D'ailleurs, le directeur de cabinet du ministre de l'industrie, qui devait recevoir une délégation syndicale, a finalement annulé l'invitation, ce qui a dû soulager bien des bureaucrates...

Il faut souligner que la présence d'agents de France Telecom et de retraités dans ces manifestations montre bien que l'ensemble des agents de l'ex-administration des PTT a saisi l'enjeu du projet de directive européenne sur la Poste sur fond de privatisation de l'énergie.

Aujourd'hui, les organisations syndicales doivent tirer toutes les conséquences du rejet du traité constitutionnel européen, de la résistance des personnels de la Poste, de la SNCF, d'EdF, de GdF, etc. Elles doivent engager la bataille pour l'abrogation des directives anti-ouvrières et la renationalisation des services publics, sans indemnités ni rachat, à l'échelle de l'Europe.

Des branches prêtes à être coupées

Les bureaux de poste du « réseau grand public » deviennent des agences de la Banque Postale, ainsi s'appellent désormais les « CCP ». Les porteurs de la « carte pro » disposent dans ces bureaux de guichets où ils sont prioritaires absolus. Après les cabines téléphoniques de

France Telecom, ce sont les boîtes à lettres qui prennent le large.

En effet, la « branche courrier » se sépare de la banque. Les facteurs se trouvent regroupés dans des « centres de distribution » couvrant plusieurs communes et traitant leurs « clients » selon leur poids économique. Les « grands comptes », eux, traitent directement avec la direction de la branche qui leur assure un traitement sur mesure. Le nombre des centres de tri est divisé par trois au profit de « plateformes industrielles du courrier ».

Pour la branche « paquets », pardon « Coliposte », idem : réseau différencié et traitement particulier des gros clients. Industrialisation et mécanisation sont les maître-mots, décliné à tous les niveaux des « branches » courrier et colis. La Poste est coupée en quatre, le nombre de bureaux et de centres de tri est divisé par trois. Qu'en-est-il des personnels ?

Les personnels

En 2005, il s'agit de 303 000 agents, dont près de 11 000 dans des filiales en France. La Poste est aussi une multinationale qui possède des filiales dans plusieurs pays, employant 12 000 personnes. Elle est le premier employeur du pays en dehors de l'Etat, (troisième, en fait, derrière Carrefour et Sodexo Alliance - *Journal du Management* 2005 - mais Carrefour n'emploie que 31% de ses effectifs totaux en France et Sodexo moins de 10% alors que la Poste se situe à 96%). En tout, deux tiers des agents sont fonctionnaires, un tiers contractuels de droit privé.

La loi de 1990 a permis la mise en place d'une convention collective de droit privé pour les agents « contractuels » (ACO). La phase dite de « reclassification » autour de 1994 a même séparé les fonctionnaires en deux catégories, « reclassés » (demeurant fonctionnaires d'Etat) et

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

« reclassifiés » (qui sont en fait des fonctionnaires... de la Poste). Trois statuts, autant de grilles indiciaires, de système de promotion, etc. Trois statuts qui permettent à la Poste d'envisager l'avenir à son propre avantage.

Ce personnel est devenu une « ressource humaine » que l'on gère de loin, avec le moins de contact « physique », sur la base d'une réglementation fluctuante et « dématérialisée », synthèse « orientée » du Code de travail et du Statut de la Fonction publique d'Etat.

Environ un tiers est sensé disparaître entre 2002 et 2010 à la faveur de départs massifs à la retraite de fonctionnaires essentiellement ! 20 000 « équivalent temps plein » ont déjà disparu de 2001 à 2005, dont la moitié pour cette seule année : le mouvement s'accélère. D'ici peu, les ACO pourraient bien devenir majoritaires. En effet, La Poste ne recrute plus de fonctionnaires, mais seulement des ACO avec tous les excès qu'on peut en attendre. Ainsi elle a été condamnée par les Prud'hommes de Nantes à requalifier en CDI les postes de deux personnes qui ont respectivement effectué 133 et 96 CDD en moins de trois ans ! Et que dire de cette perle, le CDII, contrat à durée indéterminée intermitant ?

La plupart des ACO, en classe I, ont un salaire minimal, une carrière hasardeuse et limitée. Mais certains cadres supérieurs ou dirigeants sont aussi des ACO, en classe IV, eux et sur des grilles de salaire à faire pâlir bien des hauts fonctionnaires « hors échelle ». Ainsi, un ancien président de la Poste, fonctionnaire, est même connu pour s'être placé en position « hors cadre » pour se faire embaucher au même poste, comme ACO de classe IV par le conseil d'administration. Ainsi, avec un bénéfice net pour 2005 en hausse de 49%, à 557 millions d'euros, la Poste est dirigée par des gens qui n'ont pas hésité à s'octroyer des augmentations en moyenne de 21% pour les 10 plus gros salaires.

Une exaspération qui s'étend

Devant un tel saccage du service public, de telles inégalités et un tel mépris des personnels, l'exaspération s'étend. Les guichetiers, floués par le dernier dispositif de promotion, les facteurs dont la

dernière restructuration fait une cible de choix, les agents des centres de tri qui vont de fermeture en fermeture, les agents des services financiers qui craignent de voir disparaître les centres régionaux, même les agents de maîtrise et cadres, pris entre l'enclume et le marteau : tout concourt à cette exaspération.

Pour compléter le tableau on peut ajouter la dégradation permanente des traitements de la fonction publique et les rumeurs distillées par le ministère de l'industrie sur l'avenir des retraites des fonctionnaires. L'impact de la loi Fillon amène ces derniers à repousser l'âge de leur départ pour essayer de sauver une pension en baisse alors que la Poste leur propose une prime pour anticiper leur départ, aux seules conditions acquises !

En toute logique, ces derniers mois ont vu les conflits locaux se multiplier, avec aussi des rassemblements de facteurs devant certaines directions contre le projet « facteurs d'avenir ». Les agents de nuit des centres de tri de la région parisienne, quant à eux, sont engagés depuis le 16 octobre dans une grève « reconductible » qui concerne les ACO, une heure chaque nuit, et les fonctionnaires pour l'équivalent d'un jour par semaine, en fonction de leur roulement.

Concernant ce dernier mouvement, limité aux centres de tri donc, la revendication porte sur la fin des « brigades » atypiques en nuit avec l'intégration des agents en service traditionnel 2 nuits sur 4, que la Poste veut liquider au profit des 2 nuits sur 3 ou 4 nuits sur 7 ou encore des « boulangères » de 3 à 10 heures et de 4 à 11 heures... Tous ces horaires que la médecine du travail décaprouve de même que certains chefs d'établissement confrontés aux conséquences désastreuses de ces régimes de travail.

L'exigence de la majoration horaire pour travail de nuit à 3€, contre 1,22€ actuellement, a été ajoutée à la revendication de départ. Il faut savoir que dans la filiale Chronopost, celle-ci s'élève à 2,65€. Deux revendications parfaitement justes et légitimes pour un mouvement qui a démarré avec des taux de grévistes entre 55 et 100% les deux premières semaines. Des revendications légitimes, mais limités et restrictives.

Cette « grève reconductible » a été lancée à la suite de tractations de plusieurs mois entre des sections syndicales locales de SUD toujours, de la CGT, de FO et de la CNT parfois, aboutissant à une « coordination » qui cherche la voie de la jonction avec des mouvements suscités par les restructurations de centres de tri en province. On peut dire cependant que les organisations de la Poste syndicales à l'échelle nationale, les fédérations, sont très discrètes sur ce mouvement, y compris Sud-PTT. Il suffit de se pencher sur les sites web de ces organisations (au 23 novembre 2006) pour s'en convaincre.

En définitive, confrontées à la nécessité de mobiliser massivement l'ensemble des personnels pour faire échouer la directive européenne, l'éclatement et la privatisation de la Poste, les directions des fédérations syndicales préfèrent laisser éclater des conflits limités à un secteur ou un autre, parfois très localisés., tout en organisant des journées d'actions en relation avec le calendrier institutionnel sur la directive européenne.

Engager une bataille à l'échelle de toute l'Union Européenne pour arrêter la machine infernale de la « déréglementation » et renationaliser, sans indemnité ni rachat, ceux des services publics déjà privatisés correspond non seulement aux attentes de tous les personnels mais aussi aux exigences de défense des services publics, dans ce pays, comme dans tous les pays de l'UE. Mais cela exige la mobilisation de tous, dans l'unité, à l'échelle du continent, au contraire de journées d'actions nationales ou locales, mensuelles ou hebdomadaires, « sans lendemain » ou « reconductibles », de dispersion et de division.

J.-Louis

La nouvelle Confédération Syndicale Internationale : un dispositif pour tenter de juguler les luttes ouvrières

Communiqué du GSI, section française de la LIT-QI

La Confédération syndicale internationale (CSI) a été fondée à Vienne, en Autriche, le 1er novembre dernier au lendemain de l'auto-dissolution de ses deux composantes principales, la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) réformiste, et la CMT (Confédération Mondiale du Travail), chrétienne. La CSI prétend représenter « 168 millions de travailleurs/euses au travers de 307 organisations affiliées dans 154 pays et territoires ». Le mouvement ouvrier pourrait se réjouir de la fondation d'une authentique internationale syndicale sur des bases de lutte des classes, ce serait conforme à ses besoins objectifs. Il n'en est rien : la CSI, présentée par ses promoteurs comme la voie pour surmonter les divisions du mouvement syndical mondial, se trouve en réalité aux antipodes d'une telle conception du syndicalisme, tout comme la CES (Confédération Européenne des Syndicats) au plan européen.

De la CES à la CSI

En 1945, la constitution de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) était apparue comme une tentative de créer un « pendant syndical » à l'ONU, ce qui en soi constituait déjà une tentative d'intégration syndicale via les institutions internationales. Mais, en peu de temps, la FSM de 1945 allait éclater sous le poids des contradictions de classes à l'échelle du monde. Subsisteraient essentiellement trois organisations : la FSM dirigée par les staliniens, la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) dirigée par des réformistes, et la CMT (Confédération Mondiale du Travail), chrétienne. A l'échelle de ce pays, cela donne respectivement la CGT, la CGT-FO et la CFTC, devenue CFDT.

Dans les années 50, les syndicats européens de la CISL se regroupent dans une structure continentale, la CES (Confédération Européenne des Syndicats), CES qui s'ouvre en 1973 aux syndicats chrétiens, puis à d'autres organisations qui se retireront de la FSM, après

la chute du Mur de Berlin, telles la CGT. Dans le même temps, au cours des années 70-80, la CES va progressivement acquérir une place particulière parmi les institutions de la CEE puis de l'UE (Union Européenne) aux côtés de son équivalent patronal, l'UNICE (Union des Industries de la Communauté Européenne), dans le cadre d'un organisme co-rédacteur des directives européennes. La CES a donc été constituée pour imposer, « par en haut », l'intégration des syndicats aux institutions, à l'Etat, dans le but de mettre en place un syndicalisme d'accompagnement au service de « l'entreprise » et donc des capitalistes.

Comme elle le revendique, la CES apparaît en effet comme le précurseur, le laboratoire européen de la CSI. La CES a d'ailleurs vocation à s'intégrer à un Conseil régional Paneuropéen de la CSI qui doit être créé d'ici novembre 2007 à l'image du processus prévu pour l'Afrique, les Amériques et l'Asie-Pacifique. Il faut souligner que ces regroupements correspondent aux grands blocs économiques impérialistes (UE et COE pour l'Europe, UA pour l'Afrique, ZLEA pour les Amériques et APEC pour l'Asie-Pacifique (1)) ; cela n'est certainement pas un hasard...

« *Accroître la coopération entre les gouvernements* » ou défendre les intérêts des travailleurs ?

D'ailleurs la nouvelle confédération est encore plus explicite quant à ses relations avec... l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Economique qui « regroupe 30 pays membres, tous attachés à la démocratie et l'économie de marché ». La CSI « ...entretient des relations étroites avec les Fédérations syndicales internationales et avec la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (CSC-OCDE), œuvrant ensemble par les biais du Conseil des Global Unions. » (<http://www.ituc-csi.org/spip.php?rubrique57&lang=fr>).

Bref, la CSI ne se positionne pas comme une confédération syndicale de lutte de classes à l'échelle du monde mais bien au contraire comme une sorte d'« ONG - organisation non gouvernementale - syndicale » se chargeant d'accompagner la mondialisation financière et de proposer un accompagnement aux ravages du capitalisme pourrissant. Comme elle l'explique : « *Une économie internationale mondialisée nécessite une gouvernance efficace à l'échelle planétaire. La CSI cherche à accroître la coopération entre les gouvernements afin de faire en sorte que la dimension sociale de la mondialisation, y compris le travail décent et les droits fondamentaux des travailleurs/euses, soit au cœur même du processus décisionnel des grandes institutions mondiales et régionales de la planète. Parmi celles-ci figurent la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, en particulier l'Organisation internationale du travail (OIT) et sa structure tripartite ainsi que son mandat qui l'amène à fixer les normes sociales internationales.* » (<http://www.ituc-csi.org/spip.php?rubrique4&lang=fr>).

Les statuts de la CSI contiennent de nombreuses perles de ce type, mais il y a celle-ci, de Guy Ryder, le secrétaire général de la CSI qui est on ne peut plus clair dans le journal bourgeois *les Echos* du 3 novembre 2006 : « *On ne peut pas arrêter les délocalisations, mais on peut mettre en place des règles du jeu pour que ces changements soient acceptables.* ». Est-il nécessaire d'aller plus loin dans notre commentaire ?

Le capitalisme pourrissant veut mettre en concurrence les travailleurs à l'échelle du monde pour faire s'effondrer les salaires et exploser les profits. **La CSI propose ni plus ni moins que de l'aider à mettre un corset syndical à la classe ouvrière** et de promouvoir le partage du travail, c'est-à-dire celui du chômage ; le partage des salaires, c'est-à-dire celui de la misère, tout cela à

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)
l'échelle du monde.

Pour ce qui est de la santé, de l'instruction et des services publics, c'est bien simple, si on en croit les objectifs affirmés dans la déclaration de principes qui précède les statuts, la CSI ambitionne, page 3 « *D'être une force de contrepouvoir dans l'économie mondiale, engagée à assurer une juste distribution des richesses et des revenus au sein des pays et entre eux, la protection de l'environnement, l'accès universel aux biens et services publics, une protection sociale intégrale, l'apprentissage tout au long de la vie et des occasions de travail décent pour toutes et tous.* », et, page 4 « *Elle assurera la pleine intégration des jeunes dans le mouvement syndical et agira pour soutenir l'accès des jeunes à une éducation et à une formation adéquates et au travail décent, et pour combattre la précarité dans la vie active.* ».

Le mot « santé » n'apparaît pas une seule fois dans un document de 28 pages. Ce texte fourre-tout parle aussi bien de lutter contre la pauvreté et la faim que contre le sida, le racisme et... le terrorisme ! Quand on sait que certains gouvernements considèrent une occupation d'usine comme un acte de terrorisme, on croit rêver, mais c'est un cauchemar.

Une autre voie existe pour les travailleurs

La bourgeoisie et les bureaucraties qui lui sont dévouées ont pris la mesure de la montée de la lutte des classes à l'échelle du monde et des potentialités révolutionnaires qu'elle recèle. Avec la CSI, patrons et bureaucrates tirent les leçons des grèves et mobilisations d'envergure que les sociaux-démocrates et stalinien rénovés tentent, sur le terrain politique, de canaliser par la « revendication » de l'économie sociale de marché.

L'émergence de mouvements du type de Conlutas au Brésil, en rupture avec le syndicalisme d'accompagnement et de services, a tout pour les inquiéter. C'est la voie de la mobilisation contre ceux qui soutiennent l'application des plans du FMI par la gouvernement Lula, dans ce cas. La CSI est donc constituée avec l'objectif d'endiguer le mouvement montant de la classe ouvrière et des travailleurs en général.

Le GSI, section française de la LIT-QI, estime que regrouper les militants, courants et organisations syndicales qui se situent sur une base d'indépendance et de lutte des classes est plus que jamais nécessaire. Nécessaire, non seulement pour résister à cette gigantesque tentative de destruction de tout syndicalisme

indépendant de l'Etat et des patrons, mais aussi pour poser les bases d'une réorganisation du mouvement ouvrier sur d'autres axes, syndicalement et politiquement.

Syndicalement et politiquement, car l'émergence de véritables syndicats de lutte des classes, indépendants de l'Etat et des patrons, est liée à la construction de partis révolutionnaires et d'une internationale révolutionnaire. Ce n'est pas un hasard si l'irruption de Conlutas au Brésil s'est faite en relation avec un développement significatif du PSTU, section brésilienne de la LIT-QI, qui a mis tout son poids dans cette bataille.

Une centrale unique des travailleurs, appuyées sur des principes équivalents, est désormais une nécessité vitale, non seulement à l'échelle de l'Europe et de chacun des pays du continent, en rupture avec le capitalisme, contre la CES, mais aussi à l'échelle de tous les continents, à l'échelle du monde, contre la CSI, en relation avec la reconstruction de la IVème Internationale.

(1) Outre les sigles développés dans le texte :
APEC : Forum de coopération économique Asie-Pacifique
COE : Conseil de l'Europe
FMI : Fonds monétaire international
UA : Union Africaine
ZLEA : Zone de libre échange des Amériques ou ALCA

(Suite de la page 9)
mière : revendiquer une réelle application de la laïcité. La plupart des organisations ont malheureusement abandonné ce combat, alors même que le gouvernement s'en prend ouvertement à la liberté de conscience en parlant de « laïcité ouverte ».

Tous les ans, ce sont plus de 9 milliards d'euros qui échappent à l'école publique, alors que cet argent pourrait financer 200 000 postes à l'éducation nationale. Gilles de Robien préconise même

de « *financer à part égale l'enseignement privé et l'enseignement public* » ;, mais qui est prêt à l'en empêcher sachant que même Bruno Julliard, président de l'UNEF s'est dit « *favorable à des financements privés* » pour l'université !?

La FSEUL combattra jusqu'au bout pour de vrais diplômes adossés aux conventions collectives et au code du travail, elle combattra jusqu'au bout pour le retour des 9 milliards détournés à l'enseignement public. Elle appelle par

conséquent tous les étudiants et lycéens déterminés à lutter pour leurs droits à la rejoindre pour conquérir un enseignement public, laïc et gratuit pour tous de la maternelle à l'université.

Parce que les étudiants et les lycéens ne peuvent compter que sur leurs propres forces, c'est pour les mobiliser, pour les organiser et les aider à diriger leurs luttes que la FSEUL est née !

Les militants syndicalistes étudiants de la cellule jeune du GSI.

**Le site web du GSI, désormais :
<http://www.gsi-litqi.org/>**

La FSEUL est née dans la lutte... et pour lutter !

Les 14 et 15 octobre 2006 les militants étudiants des sections de Censier, Jussieu et de Tolbiac/Sorbonne, ainsi que des sympathisants étudiants et lycéens, se sont réunis en congrès afin de concrétiser un travail de deux années de lutte pour la fondation d'un syndicat étudiant national. Aujourd'hui, la Fédération Syndicale Etudiante Unitaire et Laïque est née !

Deux ans de combat contre les attaques de l'Union Européenne qui privatisent nos universités : en 2005 la FSEUL a mené une campagne intense contre la constitution européenne qui gravait dans le marbre la destruction des services publics. Dans le même sens, la FSEUL a lutté activement contre la fermeture de l'Université Paris 3-Censier, vouée à disparaître au profit du pôle d'excellence Paris-Universitas.

Deux années de défense des intérêts des étudiants, travailleurs en formation. La FSEUL était une des premières organisations à mener le combat contre le CPE. Déjà le 31 janvier, elle défilait derrière sa banderole « JEUNES/TRAVAILLEURS UNITE CONTRE LE CPE/CNE ! ». Elle a cherché tout le long du mouvement à unifier les luttes de la jeunesse et des travailleurs au niveau national, en se battant dans cette voie notamment au sein de la coordination nationale. Elle a dû par conséquent se battre constamment contre les bureaucraties syndicales qui tentaient de freiner la mobilisation.

Un nouveau souffle dans les universités

La fondation de la FSEUL est un pas important pour le syndicalisme étudiant. Aucune organisation n'existait à ce jour pour mener les combats étudiants jusqu'au bout, comme en témoignent la lutte en 2003 contre les réformes ECTS/LMD et la lutte des lycéens contre la loi Fillon.

L'UE, dont la politique est décidée collectivement par les états membres –pour le plus grand profit des capitalistes de

ces Etats- et appliquée selon les spécificités nationales, permet au gouvernement de détruire acquis sociaux et services publics. Le LMD et le Pacte pour la Recherche, deux politiques soudées par la LOLF (cf internationaliste n°62) ont un objectif très clair : la destruction des diplômes nationaux adossés au code du travail et aux conventions collectives.

Le rapport de la commission Hetzel (sorti fin octobre), appelée par la Conférence des Présidents d'Université, est chargée d'étudier le renforcement des liens entre l'université et les entreprises. Ce rapport ne préconise rien de moins que la mainmise totale des patrons sur l'enseignement supérieur, ce qui montre la pressante volonté du gouvernement d'en finir une bonne fois pour toute avec une éducation publique, laïque et gratuite pour tous de la maternelle à l'université.

C'est face à ce double constat, l'absence d'une organisation de lutte conséquente tout d'abord, puis la virulence des attaques au niveau européen, que les jeunes militants du GSI ont jugé qu'il était urgent de doter les étudiants d'un réel outil de mobilisation et de lutte.

Le congrès a donc travaillé à se donner des positions claires afin d'apporter des perspectives de luttes concrètes aux étudiants et aux lycéens. De nombreux textes ont été discutés lors de ce congrès. Leur discussion, y compris avec des invités non adhérents à la FSEUL, a été l'occasion pour le syndicat de clarifier ses positions. Des revendications explicites ont été dégagées pour les batailles fondamentales de la FSEUL qui sont :

- la lutte inconditionnelle contre la privatisation de l'éducation
- la défense de la laïcité, qui assure un enseignement libéré de l'avidité des patrons et de la bêtise religieuse.

D'autres questions ont pu être approfondies : la défense des CROUS, victimes de la décentralisation, la question de la libre circulation des étudiants, c'est-à-

dire la défense des étudiants étrangers sélectionnés violemment par de nombreuses circulaires racistes et le CESEDA. La défense du bac, premier diplôme universitaire, attaqué récemment par Goulard (ministre délégué à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche) qui propose une sélection en février pour les élèves de terminale. Ou encore l'internationalisme : la FSEUL, consciente que les attaques sont d'envergure européenne, voire mondiale, ne peut au minimum envisager sa lutte qu'à l'échelle européenne, c'est pourquoi elle s'est dotée d'une commission internationale. Ces textes et positions sont disponibles sous forme de brochure auprès des militants.

De nouvelles perspectives de lutte contre la privatisation

Il a été décidé par les adhérents de mener deux campagnes nationales cette année. Un combat contre la mise en place des pôles d'excellence, incitée par le Pacte pour la Recherche, et un combat pour la défense de la laïcité. Par ses deux campagnes, la FSEUL veut impulser une bataille active contre la privatisation de l'université.

La politique contre les universités est à tel point engagée, qu'aujourd'hui plus aucune organisation syndicale ne peut se permettre de passer à la trappe la constitution des pôles d'excellence qui ont vocation à être concurrentiels sur le marché mondial de l'éducation. Derrière la constitution des 13 pôles annoncés dernièrement par le gouvernement, c'est le processus de destruction/privatisation de l'enseignement supérieur public qui s'achève! La FSEUL s'engage dans une campagne nationale d'information et de mobilisation contre les pôles d'excellence afin d'alerter les étudiants sur l'avenir de leurs universités.

Et alors que l'argument du manque de financement pour les universités est allégrement utilisé pour justifier leur privatisation, la FSEUL répond par une seconde campagne, toute liée à la pre-

(Suite page 8)

Revue de Presse Sociale

Les nouvelles du « front de l'Est »

La rentrée sociale avait plutôt bien commencé sur le front de l'Est... à Thann (Haut Rhin) les salariés d'Albermarle, entreprise chimique, trouvent contre toute attente un repreneur, alors que leur direction américaine était fermement décidée à fermer le site alsacien... De CE en CE la bataille opposant point par point l'intersyndicale à la direction tout au long du livre III a permis de gagner du temps et de permettre au repreneur de se manifester... cerise sur le gâteau, toute l'activité est maintenue, aucune suppression d'emploi, et le site de Thann sera jugé sur ses bénéfices propres...

De même à Nancy, après 134 jours d'occupation, et malgré la liquidation prononcée en juin, les salariés de Malora, une entreprise de meubles trouvent un repreneur qui s'engage à reprendre 15 des 48 salariés immédiatement, et 45 sur 5 ans... l'espoir reste autorisé...

Mais rapidement les mauvaises nouvelles viennent obscurcir ce tableau... ce sont d'abord les salariés de Dalphimétal, sous traitant de Peugeot Citroën à Cernay (68) qui apprennent la délocalisation de leur usine dans la péninsule ibérique... perte de motivation, baisse de rendement, la direction menace de licenciement pour faute grave si les cadences ne reprennent pas! C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : 3 semaines de grève dure. Les grévistes, largement majoritaires, bloquent l'accès du site. La direction espagnole joue le pourrissement et négocie par visioconférence. Rien n'y fait, la mobilisation tient. Au final, une prime de

licenciement est négociée, bien en deçà des espérances des salariés, assortie du paiement des jours de grève... Mais en décembre, tous recevront leur lettre de licenciement.

Les salariés de MAME, eux n'ont même pas eu le temps de faire grève... en moins de 15 jours, la liquidation judiciaire a été prononcée... Vendu il y a quelques mois, ce fabricant de supports numériques professionnels n'a jamais vu arriver les fonds promis par le repreneur... Dans les couloirs, il se murmure que les anciens dirigeants italiens de la boîte auraient volontairement fait couler les sites italien puis alsacien pour rouvrir une troisième usine, plus rentable, toujours en Italie... On trouverait même sur internet un site qui vend déjà les produits de l'entreprise alsacienne, et qui serait la propriété de l'épouse d'un ancien dirigeant italien.

CNAC Pompidou

Manque d'effectif, harcèlement moral, revalorisation des plus bas salaires... à Beaubourg les salariés du musée estiment qu'il manque 70 personnes pour fonctionner correctement... début octobre, le musée parisien a connu plusieurs jours de fermeture...

Traite moderne

A Chilly Mazarin, la blanchisserie industrielle Modelux emploie 22 sans papiers, avec l'accord implicite de la préfecture qui s'était engagée à les régulariser en 2004 ! Le 29 septembre, leur direction annonce à ces salariés leur licenciement pour faute lourde

(défaut de papiers en règle) alors que certains travaillent ici depuis 10 ans, reçoivent des fiches de paie, paient des impôts!

En quelques jours l'ensemble des 160 salariés occupent l'entreprise par solidarité avec leurs collègues de travail. La lutte est encore en cours pour la régularisation des 22 employés...

Plan « sociaux »

Environ 150 salariés de Yoplait ont envahi lundi 2 octobre au matin le siège social de leur employeur à Boulogne-Billancourt, dans les Hauts-de-Seine, protestant contre un « plan social » qui prévoit 220 suppressions d'emplois. La semaine précédente le tribunal de Nanterre avait autorisé la mise en œuvre d'un « plan de sauvegarde de l'emploi » impliquant 220 « licenciements secs », ainsi que la fermeture totale de l'usine de Ressons (Oise).

Au salon de l'automobile de la porte de Versailles, Jean Martin Folz, président de PSA, a confirmé ce que ceux qui savent compter savaient déjà... Les firmes au lion et au chevron auront supprimé 10 000 emplois en 2006... Principaux touchés les intérimaires, dont PSA use et abuse allègrement, qui voient leurs contrats se terminer sans renouvellement.

La FNAC envisage la suppression de 550 à 1000 emplois, soit 3 à 6 % de ses 16 000 salariés... Les négociations sont au point mort, car les syndicats refusent de parler de suppression d'emploi alors que courent des rumeurs de cession...

Stéphane

(Suite de la page 17)

« ennemi ». C'est pourquoi, les crimes précédemment admis sont maintenant « condamnés ».

Nous n'avons pas de doutes que Saddam mérite d'être jugé et condamné pour ses atrocités. Mais ni l'impérialisme criminel ni son gouvernement marionnette en Iraq ont aucun droit, ni politique ni moral, pour le faire. Seulement le peuple iraquien a le véritable droit pour cela. Mais ce droit pourra seulement être

exercé de manière effective, une fois que les occupants impérialistes et leurs marionnettes iraqiennes auront été mis en échec et expulsés du pays. C'est pourquoi, nous dénonçons ce jugement comme une véritable farce et nous rejetons la condamnation avec laquelle a terminé ce procès.

(1) En 1979, une grande révolution ouvrière et populaire a renversé la Sha Pahlevi en Iran, un des alliés importants de l'impérialisme dans la région. En septembre 1980, en

utilisant comme excuses des divergences sur les frontières, Saddam a entamé la guerre contre l'Iran et a envahi ce pays, avec l'approbation du gouvernement des Etats-Unis. En 1982, les troupes iraqiennes avaient déjà été expulsées de la plupart du territoire envahi, mais la guerre s'est prolongée jusqu'en 1988, avec un haut coût de vies humaines et un affaiblissement économique des deux pays

Hongrie 1956 :

la révolution des conseils ouvriers

La Hongrie vient de fêter les 50 ans de la révolution de 1956. La commémoration de cet événement a largement dépassé les frontières du pays. Nombreux ont été les documentaires historiques ou les livres revenant sur ces événements qui ont eu une portée internationale.

En Hongrie, que ce soit le MSzP, parti au pouvoir dont l'appareil est composé de nombreux apparatchiks de l'ancien parti unique de Janos Kadar, désormais convertis au social-libéralisme de Blair, ou la Fidesz, parti de l'opposition conservatrice qui a passé des alliances avec des partis d'extrême droite, l'ensemble des partis se réclament de l'héritage de 1956. Les dirigeants de nombreux pays se sont rendus à Budapest le 23 octobre dernier pour assister, sous haute protection policière, au côté du premier ministre hongrois, Ferenc Gyurcsany, aux commémorations officielles de la révolution hongroise afin de célébrer le combat pour la « liberté ». Dans le même temps, la Fidesz, qui avait refusé d'assister aux cérémonies officielles pour marquer son opposition au premier ministre, essayait d'instrumentaliser une manifestation soigneusement tenue à l'écart de l'endroit où se trouvaient les chefs d'états et de gouvernements étrangers. La manifestation, qui a réuni près de 20 000 personnes, a été réprimée par la police provoquant plusieurs dizaines de blessés.

Mais malgré leurs désaccords apparents, ces différentes formations politiques s'accordent pour dénaturer la signification réelle de la révolution de 1956. Les partis institutionnels, le discours officiel, et la plupart des « intellectuels », font de ce soulèvement une révolution « antitotalitaire » tel que les penseurs libéraux, Hannah Arendt ou Raymond Aron, l'avaient définie en leur temps. Ils cherchent ainsi à enterrer le caractère de classe de la révolution de 1956 et à assimiler le combat pour les libertés démocratiques à la volonté de réintroduction du capitalisme en Hongrie. D'ailleurs les portraits géants des principaux dirigeants de la révolution, appelés pour l'occasion héros de la liberté et dont la plupart étaient des oppositionnels com-

munistes, avaient été retirés des rues de Budapest dès le 6 novembre. Soit deux jours seulement après le cinquantième anniversaire de l'entrée des chars russes dans la capitale hongroise.

Face à cette révision de l'histoire il est important de revenir sur le contexte, sur les faits, ainsi que sur la signification de cette révolution ouvrière antibureaucratique.

Dans quel contexte s'est produit la révolution hongroise de 1956 ?

La révolution de 1956 se situe dans un contexte de crise du Stalinisme, déclenchée par la mort de Staline en mars 1953. Dès juin 1953, les ouvriers de Berlin-Est se soulèvent pour obtenir des hausses de salaire et s'opposent à la hausse des cadences. Cette première révolte ouvrière dans un état ouvrier après la seconde guerre mondiale est brutalement réprimée par les chars envoyés par le Kremlin. Mais l'impact de ce soulèvement se fait sentir à échelle internationale et oblige les gouvernements des états ouvriers à lâcher du lest. Un processus de « détente » relative se produit, notamment en Pologne et en Hongrie.

En Hongrie, Imre Nagy, qui s'oppose à Rakosi, le « staline » hongrois, est nommé premier-ministre. En 1955, Imre Nagy est à nouveau écarté de la direction du gouvernement et de celle du parti. En février 1956, lors du 20e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique (PCUS), N. Khrouchtchev dévoile le rapport dénonçant les crimes de Staline. Ce congrès, connu comme celui de la « déstalinisation », a eu un impact très fort sur l'ensemble des partis communistes dans le monde. En réalité, ce congrès correspondait plutôt à une lutte entre les différentes fractions de la bureaucratie russe qu'à une volonté réelle de remettre en question la politique de Staline. La classe ouvrière, quant à elle, profite de cette situation pour formuler des exigences d'amélioration des conditions de vie et de démocratisation de la vie politique dans les états ouvriers. En mars 1956 en Hongrie, le cercle Petöfi, qui réunit des

intellectuels et des étudiants communistes oppositionnels, commence une activité politique de critique du parti de Rakosi. En juin 1956, il étend son influence au mouvement ouvrier hongrois. Dans le même temps, un mouvement de grève secoue la Pologne reflétant le début d'une organisation de l'opposition de gauche dans le parti communiste.

Les événements se précipitent en octobre 1956. Imre Nagy est réhabilité et sous la pression de Moscou, Rakosi est contraint d'abandonner la direction du Parti à Erno Gerö, qui est tout aussi stalinien que lui. Le 23 octobre, les étudiants organisent une manifestation en solidarité avec les ouvriers grévistes polonais devant le parlement hongrois. Dans un premier temps, la manifestation est interdite puis sous la pression populaire la direction du parti communiste l'autorise. Près de 100 000 personnes défilent. Des membres de la police politique, fidèles à la direction du parti de Rakosi-Gerö, sont positionnés sur les toits des bâtiments situés autour de la manifestation. Ils tirent, provoquant plusieurs dizaines de morts: c'est le début de l'insurrection. Les ouvriers se mettent en grève, les soldats et bon nombre de policiers passent du côté des insurgés. Erno Gerö est contraint de démissionner à son tour. Janos Kadar est appelé à la tête du parti et Imre Nagy doit former un gouvernement.

Les insurgés forment des comités révolutionnaires et des conseils ouvriers et prennent le contrôle de plusieurs postes de radio en province. Les revendications des jeunes et des ouvriers se font de plus en plus pressantes. Ils veulent défendre les acquis du socialisme en prenant le contrôle de la production, ils demandent la démocratisation de la vie politique et des élections libres avec la participation des seuls partis qui se battent pour le socialisme et ils réclament des relations fraternelles d'égal à égal avec l'URSS, ce qui implique le départ des troupes russes de Hongrie. Le 27 octobre, Imre Nagy forme un gouvernement avec des représentants de plusieurs partis. Mais Khrouchtchev et la caste bureaucratique du Kremlin ne peuvent tolérer cette si-

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

tuation qui risque d'ouvrir une brèche pour la lutte de la classe ouvrière contre la bureaucratie dans les autres états ouvriers. Le 4 Novembre 1956, les chars russes entrent à Budapest et répriment la révolution dans le sang.

Malgré cela la classe ouvrière et la jeunesse hongroise ne s'avouent pas vaincues. Les ouvriers en grève mettent en place des conseils ouvriers, chassent les directeurs liés à l'appareil stalinien et élisent les responsables dans les usines et les entreprises afin d'exercer le contrôle sur la production. Le 14 novembre 1956, le Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest, réunissant les conseils ouvriers des usines et des entreprises de Budapest ainsi que des organisations d'intellectuels, est constitué. Le Conseil Central Ouvrier cherche à mettre en place un Conseil National Ouvrier, mais Kadar avec l'aide des troupes russes essaient d'empêcher cette réunion convoquée pour le 21 novembre, en envoyant des chars.

Malgré tout le conseil ouvrier national est constitué dans l'illégalité. Mais les manoeuvres de Kadar et l'absence d'un parti politique capable de mener le processus révolutionnaire jusqu'au bout, vont être des obstacles que les ouvriers n'arriveront pas à surmonter. Début décembre, le Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest est dissout et le parti de Kadar reprend petit à petit le contrôle des conseils ouvriers dans les usines, les déviant ainsi de leur objectif initial. En outre, l'emprisonnement et la liquidation physique de nombreux dirigeants ouvriers affaiblit le processus révolutionnaire. En 1957, les conseils ouvriers sont décrétés illégaux et contre-révolutionnaire par le régime de Kadar. En 1958, un procès condamne à mort ou à de lourdes peines de prisons les principaux dirigeants de la révolution: parmi eux Imre Nagy, le ministre des armées du gouvernement éphémère de 1956, Pal Maleter et le journaliste communiste Miklos Gimes.

Quelles leçons tirer de la révolution hongroise de 1956 ?

La révolution hongroise de 1956, permet de tirer plusieurs conclusions. Tout d'abord il s'agissait d'une révolution ouvrière et non d'un processus contre-révolutionnaire comme l'ont affirmé à

l'époque les directions des partis communistes inféodés à Moscou. Les sectateurs contre-révolutionnaires liés aux capitalistes hongrois et à l'église n'ont joué qu'un rôle marginal. Même Raymond Aron a été contraint d'admettre que les ouvriers ne remettaient pas en cause la collectivisation des moyens de production.

Le type d'organisation des insurgés et leurs revendications démontrent le caractère ouvrier de la révolution. Les insurgés, ont mis en place des organes de double pouvoir à travers la constitution de conseils ouvriers, pour exercer un pouvoir économique sur la production et politique dans l'attente de la construction d'un parti révolutionnaire défendant leurs intérêts. De plus, comme nous l'avons déjà vu, les déclarations des conseils des ouvriers et des jeunes étaient très claires: elles s'opposaient à toute tentative de réintroduction du capitalisme, elles demandaient la défense des acquis du socialisme, la liberté politique et exprimaient la volonté de combattre la bureaucratie.

La révolution hongroise de 1956 a montré la possibilité et la nécessité de mener la révolution politique dans les états ouvriers bureaucratiques, tel que Trotsky l'avait défini dans le programme de transition. En outre, la révolution de 1956 a mis en avant le caractère frauduleux de la théorie du socialisme dans un seul pays. Cette théorie servait avant tout d'argument à la bureaucratie pour s'opposer à la révolution mondiale qui aurait signifier sa perte en tant que caste parasitaire.

Bien qu'elle ait été réprimée, la révolution hongroise des conseils ouvriers a ouvert la voie de la révolution politique dans les états ouvriers dégénérés. Plus tard des processus similaires se sont produits en Tchécoslovaquie en 1968 et en Pologne en dans les années 70 et 80. Finalement la révolution politique a eu lieu et la stalinisme s'est effondré avec la chute du mur de Berlin.

L'effondrement du « bloc soviétique » présente néanmoins un caractère contradictoire. L'absence d'un parti révolutionnaire a permis la réintroduction du capitalisme dans les pays de l'Europe de l'est. En revanche, grâce à la mobilisation des masses, le plus grand obstacle auquel la classe ouvrière était confrontée

pour son organisation politique, le stalinisme, a été vaincu, libérant ainsi des espaces pour la mobilisation des masses et pour la construction d'un parti mondial de la révolution.

Quelle en est la situation aujourd'hui en Hongrie ?

Le contexte de profonde crise économique, politique et sociale dans lequel se sont déroulées les commémorations de la révolution de 1956 ont montré que les questions posées par ce soulèvement ouvrier sont encore aujourd'hui d'actualité.

Avec la chute du régime bureaucratique et la réintroduction du capitalisme, les capitalistes avaient prédit la fin de l'histoire et l'amélioration généralisée des conditions de vie. Mais le miracle économique annoncé n'a pas eu lieu et les illusions démocratiques des masses se sont vite évanouies. A cet égard la cas de la Hongrie est emblématique. Dans les années 80, le pays était un des meilleurs élèves du FMI en Europe de l'est, notamment parce qu'il avait été un des premiers états ouvriers à avoir ouvert la porte à la réintroduction du capitalisme via la politique dite du « socialisme goulasch ».

Aujourd'hui la situation s'est largement détériorée et la classe ouvrière est confrontée à la réalité du capitalisme. Comme dans tous les anciens pays ouvriers, l'appareil productif a été démantelé et bradé aux entreprises des pays impérialistes, en particulier allemandes et autrichiennes. Le processus de démantèlement s'est accéléré avec les exigences de Bruxelles pour l'entrée de la Hongrie dans l'Union Européenne: le pays a dû faire des « réformes structurelles », c'est à dire privatiser les entreprises d'état et détruire les acquis ouvriers.

Pour passer à l'euro le gouvernement hongrois doit imposer de nouveaux sacrifices à la population pour satisfaire aux exigences des critères de convergences de Maastricht. Or, pour se faire réélire lors des dernières élections législatives d'avril 2006 le premier ministre sortant, Ferenc Gyurcsany, a pris des mesures qui ont fait exploser les dépenses publiques. Après avoir fortement augmenté les salaires de certaines caté-

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

gories de fonctionnaires à son arrivé au pouvoir en 2002, le MSzP, le parti de Gyurcsany a effectué des baisses d'impôts.

Ces mesures ont eu pour conséquence de faire passer le déficit public à plus de 10% du PIB, alors que les critères de convergences imposent un maximum de 3%. Mais une fois réélu, le premier ministre, qui est un ancien responsable des jeunesses communistes, et qui est devenu un des hommes les plus riches de Hongrie en revendant les immeubles du parti communiste, a dévoilé ses véritables intentions, à savoir un plan d'austérité pour réduire le déficit public. Ainsi pour faire entrer la Hongrie dans la zone euro en 2010, il compte privatiser les dernières entreprises publiques, liquider le système de sécurité sociale et de retraites, diminuer le nombre de fonctionnaires ou encore faire augmenter fortement le prix de l'énergie. L'ensemble de ces mesures va se traduire par une détérioration accrue des conditions de vie et de travail. A cela il faut ajouter un taux de chômage officiel en hausse qui touche près de 7,5% de la population.

La situation politique s'est brusquement tendue à la fin du mois de septembre

lorsqu'un enregistrement dans lequel le premier ministre avouait avoir menti et cacher son réel programme économique afin de se faire réélire lors des législatives d'avril 2006, a été rendu public. Des manifestations populaires, que l'opposition conservatrice a essayé d'instrumentaliser, ont réuni plusieurs milliers de personnes pendant près de 10 jours devant le parlement à Budapest et de violents affrontements entre les manifestants et la police se sont produits. Le principal parti d'opposition, la Fidesz, cherchait avant tout à capitaliser le mécontentement provoqué par la révélation des déclarations du premier ministre en vue des élections municipales du 1er octobre 2006.

Si la Fidesz a gagné dans la plupart des villes et des départements du pays, elle n'est pas arrivée à gagner Budapest, restée sous le contrôle de la coalition constituée par le MSzP et les Libéraux. Par ailleurs, le fait le plus caractéristique est que le taux d'abstention lors de ces élections a été de près de 50 %. Ce taux d'abstention s'explique notamment par le fait que les deux principaux partis politiques hongrois ont quasiment le même programme: ils appliquent les directives de l'Union Européenne et son favorable à l'Euro, alors que ce sont précisément

les causes de la détérioration des conditions de vie des travailleurs.

Aujourd'hui, la situation politique en Hongrie s'inscrit dans un contexte d'alignement de la lutte des classes qui exprime le rejet par la classe ouvrière des plans de l'Union Européenne. La mobilisation en Hongrie contre la politique de Ferenc Gyurcsany s'inscrit dans la même logique que la mobilisation des jeunes et des travailleurs contre le CPE en France, ou que les mobilisations récentes en Allemagne et au Portugal contre la politique de destruction des conquêtes ouvrières menée par les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de « gauche ».

C'est donc la question de la construction d'un parti révolutionnaire qui se pose aujourd'hui, en Hongrie comme ailleurs. En ce sens, la lutte menée par la classe ouvrière en 1956 est toujours d'actualité. Dans la situation actuelle le parti révolutionnaire doit avoir pour tâche d'organiser la classe ouvrière pour qu'elle s'oppose aux directives européennes avec la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Mathieu

(Suite de la page 19)

ment se joindre aux manifestations de la

CGTP contre le gouvernement, rompant avec le groupe parlementaire socialiste,

qui soutient les mesures de Socrates au parlement.

- **Pour le retrait de la réforme de la sécurité sociale présentée par le gouvernement !**
- **Pour le retrait du nouveau statut des professeurs !**
- **Contre le gèle de la progression des enseignants et des autres fonctionnaires !**
- **Contre l'augmentation de l'âge de la retraite !**
- **Pour la fin de toutes les mesures du gouvernement contre la fonction publique !**
- **Contre les cotisations des retraités à la sécurité sociale !**
- **Contre la forfait hospitalier !**
- **Non à la baisse de l'investissement public !**
- **Contre la fermeture des urgences ; réouverture des maternités fermées !**
- **Contre la fermeture des écoles primaires !**
- **Augmentation générale des salaires conformément aux revendications de la CGTP !**
- **Pour des mesures qui créent plus d'emploi !**

**Toute notre solidarité à la lutte des professeurs et des fonctionnaires !
Que la CGTP appelle à la grève générale pour le retrait des mesures du gouvernement !**

Ruptura/FER - Octobre 2006



Bush perd en Iraq... et aussi aux Etats-Unis

Le 7 novembre dernier, il y a eu des élections législatives et régionales aux Etats-Unis. Le parti républicain du président George Bush a souffert une défaite cuisante. On ne peut comprendre ce résultat, qui affaiblit encore plus le gouvernement de Bush, que comme un reflet du cours défavorable de la guerre en Iraq pour les Etats-Unis. Ce sujet est devenu le centre du débat électoral et la principale préoccupation des électeurs.

Après douze ans, le parti républicain a perdu la majorité à de Représentants (Députés) ainsi qu'au Sénat. En même temps, les candidats du parti démocrate ont gagné le gouvernement dans au moins quatre des Etats qui étaient sous contrôle des républicains, dont New York. Il s'agit, évidemment, d'une défaite cuisante pour le gouvernement de Bush, qui est clairement affaibli à le résultat de ces élections.

Le boomerang de l'Iraq

La défaite a une explication très claire : le cours défavorable de la guerre en Iraq et de la politique de Bush au Moyen Orient s'est retourné comme un boomerang et a eu un impact sur les élections, comme une marée d'opposition populaire.

Pendant son gouvernement, Bush a parié fort sur « la guerre contre la terreur » et « la nouvelle stratégie » pour le Moyen Orient. Mais après quelques triomphes initiaux rapides, sa politique a commencé à échouer de plus en plus en Iraq, en Afghanistan et au Liban. Au lieu de fortifier le contrôle des Etats-Unis dans la région, le résultat a été son affaiblissement et le renforcement de la résistance iraquienne, du Hezbollah, de , du régime iranien, etc.

Le borbier en Iraq a commencé à se transformer en une guerre apparemment impossible de gagner. C'est pourquoi, au secteur minoritaire de la société américaine qui a été contre la guerre depuis le début, s'est ajouté un autre, de plus en plus important, qui s'oppose à elle à cause des risques qu'elle implique.

L'opinion publique des Etats-Unis se rend compte, que le problème de la sécurité du pays s'est aggravée : des enquêtes préalables aux élections ont indiqué que 60% des Américains oient que la guerre en Iraq a rendu une nouvelle

« attaque terroriste » contre leur territoire plus probable, et plus de 50% est pour le retrait des troupes de l'Iraq.

Il est vrai que cette opposition contre la politique de Bush n'a pas produit, jusqu'à présent, les manifestations anti-guerre massives de l'époque du Vietnam. Mais elle s'est exprimée avec beaucoup de force dans les élections. Le sujet de la guerre a occupé le centre du débat électoral, contrairement aux élections législatives traditionnelles, où prédominent les sujets locaux et spécifiques. Le résultat a été un « vote de punition » massif contre le gouvernement de Bush.

Un exemple du sentiment prédominant, et du changement qui s'est opéré dans beaucoup d'électeurs, est le triomphe de Tammy Duckworth, un ancien pilote d'hélicoptère militaire qui a perdu ses deux jambes dans la guerre en Iraq : il a fait campagne en chaise roulante, s'opposant à la guerre, et il a été élu député pour le sixième district d'Illinois (dans les faubourgs de Chicago), un lieu où, durant les dernières 32 années, les républicains avaient gagné toutes les élections. Autre fait significatif : Keith Ellison a aussi fait sa campagne en demandant le retrait des troupes, dans le cinquième secteur de Minnesota, et il est le premier musulman noir, élu comme député dans le pays.

Bush veut continuer la guerre

Le gouvernement de Bush sort clairement affaibli des élections. Le président lui-même a admis la « claque » et a reconnu que « beaucoup de gens ont voté hier en protestation pour la situation en Iraq ». Ce n'est pas par hasard que la première conséquence du résultat a été le licenciement-renoncement du secrétaire à , Donald Rumsfeld, une des figures les plus identifiées avec la guerre.

Toutefois, malgré l'avis majoritaire du

peuple américain, Bush a déclaré qu'il maintiendra les troupes en Iraq « jusqu'à la victoire » et que, sous aucune hypothèse, « ils en sortiront vaincus », parce que cela aurait des « conséquences désastreuses ». Autrement dit, il s'avère évident que son intention est de continuer la guerre.

Les démocrates sont d'accord

Toutefois, il ne peut pas continuer avec cette politique sans l'accord des démocrates qui domineront maintenant le Congrès. En même temps, bien que, comme nous avons vu, plusieurs candidats démocrates aient gagné les élections avec des discours contre la guerre, les principaux chefs du parti, comme le sénateur Hillary Clinton, ont non seulement voté pour elle en 2003, mais ont toujours accompagné, depuis le Congrès, les décisions les plus importantes.

Après les élections, Nancy Pelosi, déléguée démocrate indiquée comme futur présidente du Congrès, a déclaré dans une entrevue à CNN : « Il y aura, bien sûr, des auditions pour examiner la stratégie en Iraq, mais Bush sera toujours le commandant en chef des Forces Armées dans les deux années qui viennent. ». Ensuite, elle a écarté totalement la possibilité de réduire le budget de l'armée et elle a ajouté : « Nous ne laisserons jamais nos troupes sans ce dont ils ont besoin. ».

C'est-à-dire, tout indique que la perspective la plus probable est un accord entre le gouvernement républicain et les législateurs démocrates pour continuer la guerre et, dans cette perspective, à définir ensemble la politique à suivre. Rappelons que d'autres lois importantes, comme celles relatives à l'immigration,

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

sont aussi accordées de manière semblable.

Des raisons très profondes

Les raisons pour que cet accord soit possible, sont très profondes. Tant le parti républicain comme le démocrate représentent, au-delà de leurs différences idéologiques, les intérêts de la bourgeoisie impérialiste des Etats-Unis. Pour cette bourgeoisie, le contrôle du Moyen Orient - la région qui possède les réserves d'hydrocarbures les plus importantes du monde - a une importance géopolitique stratégique à un moment où ces ré-

serve commencent à décliner. C'est pourquoi, pour l'impérialisme américain, sortir totalement vaincu de l'Iraq aurait, comme l'a dit Bush lui-même, « des conséquences désastreuses », non seulement dans la région mais partout dans le monde. C'est pourquoi, les deux partis vont faire l'impossible pour gagner cette guerre ou, au moins, pour obtenir un « match nul ».

Les perspectives

Si notre analyse est correcte, la contradiction continuera, dans le futur immédiat, entre les aspirations de la majorité du peuple américain que les troupes

sortent de l'Iraq, et la politique qu'appliqueront ses chefs. Les espoirs que le vote massif aux démocrates change le cours des choses seront frustrés. Ceci ouvrira la possibilité que le peuple américain comprenne que, pour obtenir satisfaction dans ses aspirations anti-guerre, il sera nécessaire de se mobiliser massivement contre la politique conjointe du gouvernement et du Congrès. Nous avons la confiance que, tôt ou tard, cela va arriver et que la lutte de la résistance iraquienne et les mobilisations massives aux Etats-Unis se combinent pour provoquer une défaite nette de l'impérialisme.

L'impérialisme cherche des alternatives

En analysant la situation au Moyen-Orient, dans Courrier International de juin 2006, nous disions : « Depuis le 11 septembre 2001, le gouvernement de George Bush a essayé de récupérer à feu et à sang son contrôle absolu sur le Moyen-Orient, aidé, avec plus ou moins de contradictions, par l'impérialisme européen. Cette politique s'est traduite par l'invasion de l'Afghanistan en 2001, puis l'invasion de l'Irak en 2003. Dans les deux cas, l'impérialisme a obtenu des victoires militaires rapides, il a renversé le gouvernement des Talibans et celui de Saddam Hussein, et il a installé des régimes coloniaux soutenus par les troupes d'invasion. Toutefois, une analyse de la situation actuelle montre que, loin d'avoir atteint son objectif de contrôle de la région, l'impérialisme est en recul sur ses positions. Malgré une offensive militaire dure, qui constitue un véritable génocide, et malgré l'augmentation des dépenses de guerre, il ne parvient pas encore à contrôler la "première ligne de front" en Irak, à cause de la résistance militaire irakienne qui bénéficie d'un soutien de masse ; or, il doit déjà affronter un "second front" de résistance en Afghanistan, pays qui avait pourtant l'air d'être sous contrôle, peu de temps avant. ».

La résistance devient plus forte

Les faits postérieurs ont confirmé cette analyse : la défaite israélienne au Liban et le cours des guerres en Iraq et en Afghanistan affaiblissent de plus en plus la position de l'impérialisme dans la région. Même en Somalie, on observe

l'écho des difficultés qui menacent les intérêts de Washington : les comités islamiques ont pris le contrôle de la capitale Mogadiscio sans que l'impérialisme puisse intervenir avec des troupes pour l'éviter.

En Iraq, après trois années d'occupation, la résistance armée se maintient, se renforce et devient de plus en plus osée dans ses actions, alors qu'en mai de cette année, le vice-président américain Richard Cheney a déclaré qu'elle « agonisait ». Voyons quelques données récentes.

Au mois d'octobre, plus de 100 soldats américains sont morts, le plus grand nombre mensuel de l'année. Selon les chiffres officiels, sûrement sous-estimés, plus de 2.800 soldats occupants ont déjà trouvé la mort dans le pays. Une des bases militaires les plus importantes, Falcon, dans le sud de Bagdad, est pratiquement détruite, après plusieurs attaques de la résistance avec des mortiers.

Un rapport du chef du renseignement des Marines des Etats-Unis, indique que les soldats américains ont été incapables de mettre un terme au contrôle que la résistance exerce sur la vaste province occidentale d'Al-Anbar. En Amarah, dans le sud du pays, une tentative d'imposer l'ordre aux milices de l'ecclésiastique Muaqta Al Sadr a terminé en un échange de tirs avec plus de vingt morts des forces armées iraqiennes, sans atteindre l'objectif.

Le nouveau gouvernement ne contrôle

pas le pays

Dans ce même numéro de Courrier International de juin 2006, nous avons dit que « le nouveau gouvernement d'Al Maliki est d'une faiblesse profonde parce qu'il manifeste une grande division entre les différentes fractions bourgeoises qui le composent. »

Quelques mois plus tard, en proie à la désorientation et la confusion, le premier ministre iraquien a répondu à la presse qu'il n'était pas « une marionnette de Washington » (sic) et qu'il « ne voyait pas de motifs pour accepter un retrait immédiat » (des troupes occupants). Bush lui a parlé par téléphone pour lui « confirmer » qu'il n'était pas une "marionnette", mais qu'il allait « s'entendre » avec lui pour améliorer la situation. Ensuite, Bush a déclaré à la presse qu'il avait dit à Al Maliki qu'il aurait pu « avoir agi mieux » pour contrôler la sécurité en Iraq et désarmer les milices.

Al Sadr : un problème

Dans ces déclarations à la presse, Al Maliki a confirmé qu'il ne soutenait pas les attaques contre la milice d'Al Sadr (l'Armée Mehdi), qui avait été sous le feu des Marines américaines et de l'armée iraquienne ces derniers jours à Bagdad.

L'organisation d'Al Sadr fait parti du gouvernement marionnette d'Al Maliki avec plusieurs fonctionnaires, y compris

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

avec des responsabilités de premier niveau dans la police iraquienne. Mais, en même temps, elle représente un problème sérieux pour Washington parce que, en plus de ne pas accepter les ordres de rendre les armes de sa milice, elle a fêté la victoire du Hezbollah contre Israël au Liban avec une mobilisation publique.

Al Sadr est très proche des secteurs de la hiérarchie religieuse iranienne et sa force de militants chi'ites est maintenant plus puissante qu'en 2004, puisqu'une influence croissante à Bassorah et dans la région sud du pays s'ajoute maintenant à son influence traditionnelle dans les quartiers chi'ites de Bagdad.

Alors que Bush a la politique d'obliger Al Sadr à rendre les armes, Al Maliki a beaucoup de doutes pour faire face à un des rares soutiens qu'il a encore. En plus, une confrontation ouverte avec Al Sadr, le poussant à une alliance avec la résistance sunnite, peut rendre impossible la continuité de l'occupation impérialiste. Il est certain que, sans la politique encore négociatrice du régime de l'Iran et son influence sur Al Sadr, cette situation limite pourrait déjà avoir explosé.

C'est-à-dire que la mission que les occupants impérialistes ont donnée à Al Maliki, de désarmer les milices, paraît complètement non-viable puisque le premier ministre iraquien ne possède ni les bases politiques ni la force militaire pour l'accomplir. C'est pourquoi, la politique de parier sur une réduction progressive des troupes américaines, au fur et à mesure que le gouvernement marionnette contrôle la situation, n'est rien d'autre que de la « publicité trompeuse » de Bush.

Critiques des commandements militaires

Cet affaiblissement se manifeste aujourd'hui dans un débat dans les pays impérialistes eux-mêmes, avec des mises en question importantes de la part des commandements militaires. Aux Etats-Unis, il y a quelques mois, six généraux se sont mis à condamner publiquement la politique du secrétaire à, Donald Rumsfeld, pour menacer la structure elle-même de l'Armée. Il y a peu, des sous-officiers et des soldats en service actif sont allés au Congrès pour demander un

changement dans l'orientation du gouvernement concernant l'Iraq. Les manifestations publiques des militaires en activité étant interdites, ils ont utilisé un subterfuge, sûrement en accord avec les congressistes : ils ont déclaré qu'ils allaient les visiter, pour « *les informer sur ce qui se passe au front* ». En outre, les journaux publient de graves dénonciations par des réservistes, comme celle de Kevin Tilmann, dont le frère est mort en Iraq.

En Grande-Bretagne, le chef de l'Etat Major anglais, le général Richard Dannatt, a dit au journal *Daily Mail* à l'occasion d'assumer ses fonctions, que son gouvernement « *devrait nous sortir (de l'Iraq) sans tarder, parce que la permanence des troupes britanniques exacerbe les problèmes de sécurité* ». Le problème est que les soldats anglais sentent « en chair et en os » la détérioration de la situation à Bassorah et dans le sud de l'Iraq, jusqu'à maintenant tranquille, avec l'augmentation des attaques de la résistance.

Autrement dit, ces militaires voient le risque que le cours de la guerre provoque une rupture dans les forces armées des pays impérialistes, un fait très grave du point de vue stratégique.

Les contradictions à fleur de peau

La préoccupation ne touche pas seulement les militaires. Elle s'étend à de nombreux fonctionnaires et politiques. Un diplomate haut-placé des Etats-Unis a déclaré à la chaîne de TV Al-Jazeera que son pays « *a agi avec arrogance et stupidité en Iraq* »... Quelques jours après, rien moins que l'ambassadeur des Etats-Unis en Iraq, Zalmán Khalilzad, a déclaré solennellement, à côté du général George Casey, principal chef des troupes d'occupation, qu'il y aurait rapidement « *un calendrier de retrait* ». Comme cela se passe toujours dans des cas pareils, Donald Rumsfeld, actuellement mis à l'écart, s'est empressé de le démentir.

Cette préoccupation est arrivée jusqu'à des chefs du parti républicain de Bush. Le président du Comité de Services Armés du Sénat, John Warner, a mis en doute la promesse de Bush que ce pays se transformerait en un « *modèle de transformation démocratique* ». La cui-

sante défaite républicaine dans les élections législatives récentes ne fera qu'augmenter cette tendance.

La carte de la division de l'Iraq

Toutefois, ce serait une erreur complète de croire que l'impérialisme américain acceptera tranquillement d'être mis en échec dans cette guerre, ce qui aurait, comme l'a dit Bush, des « *conséquences désastreuses* » pour ses intérêts.

C'est pourquoi, non seulement Bush mais aussi la nouvelle majorité démocrate au Congrès des Etats-Unis vont faire l'impossible pour inverser la situation. Actuellement, le gouvernement Bush essaye d'utiliser la vieille politique de l'empire anglais : diviser pour régner.

C'est-à-dire, ils vont promouvoir la lutte interne entre les ethnies et les communautés religieuses iraquiennes. De plus en plus, « l'option finale » de l'occupant est celle de stimuler une guerre civile en Iraq. Pour cela, ils utilisent à nouveau la tactique des « escadrons de la mort », appliqué par en Amérique Centrale dans les années 80, avec la différence que ces escadrons se cachent maintenant dans différents courants religieux pour encourager la confrontation entre communautés.

Une grande partie de ce qu'on appelle « la guerre civile » cache l'activité des « escadrons de la mort » de , dirigée par le parti chi'ite CSRI depuis le ministère de l'Intérieur lui-même. Voyons le récit suivant de Sabah Ali (*Iraq Solidaridad*, publiée dans *Rebelión* 25/10/06) :

« *Circuler sur les autoroutes de Bagdad devient extrêmement dangereux. Les gens disparaissent, sont kidnappés ou assassinés sur les autoroutes que les escadrons de la mort et les mafias criminelles contrôlent. Il n'y a que qui protège les individus et les communautés. Le gouvernement se trouve du côté des assassins [...]. Les rues sont pleines d'individus avec accent étranger [...]. Les troupes américaines commencent le bombardement et les paramilitaires irakiens continuent ensuite le travail. Les politiciens utilisent leurs milices dans les deux bandes. Il est très important de se rendre compte qu'on ne mentionne jamais dans les classifications des sectes [...]. Aujourd'hui [17 octobre] des milices en uniforme assassinent des sunnites* »

(Suite page 17)

(Suite de la page 16)

tes, en obligeant les familles d'abandonner leurs maisons en deux heures, tandis que les forces américaines se maintiennent en marge. 80 cadavres sont arrivés, uniquement à l'hôpital de Bêlez. Les villes iraqiennes au Nord de Bagdad sont assiégées depuis des mois, tandis que des hommes en uniforme dans des véhicules des forces de sécurité attaquent, assassinent et kidnappent leurs citoyens. Nous devons admettre que les experts de en escadrons de la mort ont fait un bon travail. ».

Bush stimule ce type de confrontations dans le but d'avancer vers une division de l'Iraq en trois "régions autonomes" (kurdes dans le nord, sunnites et

chi'ites dans le centre et chi'ites dans le sud) contrôlées par des gouvernements au service de Washington. En même temps, des contacts ont été entamés avec des organisations de la résistance sunnite, pour voir si on parvient à les incorporer aux négociations. Voilà le plan que la commission propose à Bush, la recherche d'une « issue » à la situation : si on ne peut pas contrôler le pays dans son ensemble, il faut le diviser et essayer de contrôler les régions séparément.

Il est possible de mettre l'impérialisme en échec

Depuis , nous croyons qu'il est possible de mettre en échec ce nouveau plan de Bush, comme cela a été le cas avec d'au-

tres projets. Plus que jamais, l'unité de la résistance, entre tous les secteurs et ethnies, est indispensable en Iraq. Il y a eu déjà quelques pas en ce sens, comme la création du Commandement Politique Unifiée de , où participent des organisations militaires, laïques et religieuses, majoritairement les sunnites mais aussi des chi'ites.

Nous croyons que ce processus doit s'étendre. Si cette unité se met en place et est combinée avec l'opposition croissante à la guerre aux Etats-Unis, les jours de l'occupation impérialiste seront comptés et la politique de division du pays sera aussi mise en échec.

La farce du jugement contre Saddam Hussein

La première semaine de novembre, le tribunal qui jugeait le président iraquien déchu, Saddam Hussein, a condamné celui-ci à la mort par pendaison pour le massacre de 148 habitants chi'ites du village de Dujail, au nord de Bagdad, en 1982.

Saddam a été un dictateur qui a réprimé de manière sanglante le peuple iraquien, spécialement les Chi'ites et les Kurdes. Il est responsable, sans aucun doute, de ce crime et de bien d'autres. Toutefois,

ce jugement ne peut être qualifié que comme une farce complète, propre d'une « justice coloniale ».

D'abord, parce que son véritable objectif n'est pas de « faire justice » pour le peuple iraquien mais de couvrir d'un manteau de « légalité juridique » l'invasion et l'occupation de l'Iraq par des troupes impérialistes, dont l'excuse principale a été, précisément, de « libérer » ce pays de « la tyrannie de Saddam Hussein ».

Deuxièmement, parce que le tribunal qui l'a jugé fait partie d'un gouvernement marionnette, agent d'une occupation coloniale qui a déjà causé 655.000 morts dans le pays (voir encadré) et qui utilise de manière non-discriminée la méthode de la torture et le massacre de civils. Les crimes commis par l'occupation sont beaucoup plus grands que ceux de Saddam, mais ils ne sont ni condamnés ni jugés. Au contraire, ils sont encouragés par le gouvernement américain et ses marionnettes en Iraq. Rappelons que le gouvernement Bush vient d'approuver une loi qui autorise la torture des prisonniers considérés comme "combattants ennemis".

En troisième lieu, on le condamne, avec une hypocrisie totale, pour un crime commis au moment où Saddam était un allié de l'impérialisme américain et développait une guerre contre l'Iran, dans le but d'affaiblir la révolution dans ce pays ⁽¹⁾.

Durant ces années, l'impérialisme est resté muet, face aux crimes de Saddam, comme il a toujours fait, face aux dictateurs qui lui sont utiles. Rappelons la réponse de Franklin D. Roosevelt, président des Etats-Unis à l'époque, à ceux qui lui signalaient les atrocités commises par Anastasio Somoza père, au Nicaragua : « ce sera un fils de pute, mais c'est notre fils de pute ». Après l'invasion au Koweït, en 1990, Saddam a cessé d'être un « allié » et est devenu un

(Suite page 10)

Le véritable génocide

L'excuse utilisée par Bush pour envahir l'Iraq a été qu'il allait « libérer » ce pays « de la tyrannie de Saddam Hussein » et installer une « véritable démocratie ». Aujourd'hui, ni même ceux qui ont justifié l'occupation croient en ces mots. Hans Blix, ex chef des inspecteurs de l'ONU qui ont vérifiée les supposées « armes de destruction massive » de Saddam, a déclaré récemment : « La tyrannie de Saddam était mauvaise mais la situation actuelle est encore pire ».

Les terribles conséquences que l'occupation impérialiste a eues pour le peuple iraquien viennent d'être évaluées par une étude scientifique de l'Université John Hopkins, aux Etats-Unis. Cette étude révèle que, durant les trois dernières années, 655.000 iraqiens sont morts suite à la guerre, comme résultat global des actions militaires, des bombardements à des populations civiles, de l'activité des escadrons de la mort ou par le manque d'alimentation et d'attention médicale.

Autrement dit, l'impérialisme a commis, et continue à commettre, un véritable génocide en Iraq. Ces chiffres montrent jusqu'à quel point de cruauté et de dédain pour les personnes, l'impérialisme est prêt à avancer pour soutenir son contrôle dans le monde. En même temps, cette réalité de l'occupation est ce qui nourrit la haine des iraqiens contre l'envahisseur et donne une base massive à la lutte de la résistance.

Ruptura/FER - Section portugaise

Pour unifier les luttes et pour stopper les gouvernement PS/Socrates Que la CGTP appelle à la grève générale pour stopper Socrates

La manifestation appelée par le CGTP contre la politique du gouvernement Socrates [premier ministre socialiste au pouvoir depuis mars 2005. NdT], réalisée le 12 octobre à Lisbonne, a réuni près de 80 000 personnes, en majorité des fonctionnaires.

C'est la plus importante mobilisation syndicale depuis plusieurs années. Précédée une semaine plus tôt par la manifestation des professeurs qui a réuni plus de 20 000 manifestants, et accompagnée par plusieurs mobilisations populaires de protestation (comme celle de Montijo dans la banlieue de Lisbonne) contre la fermeture des services d'urgences et de maternités, deux aspects se dégagent : premièrement, nous avons atteint un nouveau pallier de mobilisation, et deuxièmement il y a les conditions politiques pour la réalisation d'une grève générale dans le pays, unissant les fonctionnaires et les travailleurs du privé et même certains secteurs populaires, contre les mesures du gouvernement.

Pour la seconde fois depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Socrates – a première fois était aux mois de Mai et Juin de l'année passée –, et cette fois-ci avec encore plus d'intensité, le mouvement des masses démontre qu'il a le potentiel pour lutter avec force contre les mesures que le gouvernement veut appliquer.

De l'actuel situation défensive, des luttes fragmentées et dispersées, il est possible – il y a les conditions et la disposition pour ça – d'avancer vers de nouvelles mobilisations plus unitaires. Il est du devoir de la CGTP et de tous les syndicats de les organiser.

L'économie des puissants et l'économie des travailleurs

En s'appuyant sur trois éléments, Socrates a affirmé que l'économie portugaise s'est améliorée dernièrement : il a fait référence à la chute du chômage, à l'augmentation des exportations et à la croissance de l'indice de confiance des consommateurs. Des trois, la seule donnée incontestable est l'augmentation des exportations : +31,2% entre janvier et août de cette année par rapport à la même période de l'année passée. L'augmentation des exportations a certainement pesé sur la décision de la Banque du Portugal de revoir à la hausse sa prévision de croissance du PIB pour cette année : 1,5% contre 1,1% auparavant.

En ce qui concerne le chômage, la réalité est qu'il continue à augmenter, contrairement à ce que dit le premier ministre. Les chiffres officiels – 7,2% en août, contre 7,7% à la même période de l'année passée – cachent le fait les *Centres de l'Emploi* [équivalent des agences de l'ANPE. NdT] ignorent le chômage chronique, c'est à dire, le chômage composé par des chômeurs que ont arrêté de chercher un emploi. Dans le même temps, le nombre d'inscriptions dans les *Centres de l'Emploi* continue à monter. Dans le domaine de l'enseignement, des milliers de professeurs deviennent chômeurs et connaissent la précarité.

Dans le seul secteur de l'automobile, avec l'annonce de la fermeture de Général Motors à Azambuja ainsi que les autres fermetures et délocalisations (comme celle de Johnson Controls), 6 000 travailleurs sont sur le point de perdre leur emploi. Il est clair que cet élément se répercutera sur les exportations

portugaises, étant donné que le secteur automobile y contribue largement. Il faut des mesures immédiates pour créer des emplois comme par exemple, l'application des 35 heures hebdomadaires sans réduction du salaire afin de répartir le travail existant pour tout le monde.

De toute façon, la « croissance économique » mis en avant par le gouvernement ne sera sûrement pas ressenti par la population. Il est prévu de procéder à plusieurs augmentation de prix ou d'impôts. C'est le cas pour l'électricité qui doit augmenter de 15%, alors même que les salaires ont tendance à baisser.

La Banque Centrale Européenne a augmenté les taux d'intérêts à 3,25%, la cinquième augmentation en moins d'un an, pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis 2002. Les économistes prévoient déjà de nouvelles hausses. Ces augmentations se répercutent sur les remboursements des emprunts d'habitation, qui correspondent à 90% de l'endettement des familles portugaises.

En outre, l'état portugais, à travers sa dette publique en constante augmentation, et les entreprises qui connaissent un taux élevé d'endettement, seront touchés par ces augmentations. Sans parler des répercussions sur les exportations: l'euro est plus fort avec des taux d'intérêts élevés, ce qui a tendance à faire baisser les exportations extra-communautaires.

En ce qui concerne les salaires, les réajustements devraient comme d'habitude accompagner l'indice appliqué par le gouvernement à la fonction publique, qui est la principale victime du processus de la baisse du budget de l'état. Pour

(Suite page 19)

(Suite de la page 18)

les 730 000 fonctionnaires, le gouvernement a proposé une augmentation salariale de 1,5% alors que le taux d'inflation prévu par la Banque du Portugal pour 2007 est de 2,1% et que d'autres estimations prévoient 3%.

De cette façon, la rémunération moyenne des fonctionnaires, qui baisse depuis 6 ans, diminuera à nouveau l'année prochaine, cette fois de plus de 2%. Cette tendance devrait s'étendre aux autres salariés.

Les attaques de Socrates

Sous la pression de l'Union Européenne, le gouvernement a accéléré la baisse de l'investissement public. Entre 2002 et 2005, il est passé de 3,5 % du PIB à 3,1%. Pour cette année, la prévision est de 2,9% du PIB. Pour 2007, le gouvernement a déjà annoncée une baisse de l'investissement public de 10 à 20 % par rapport à 2006. L'objectif est de faire passer, dès 2007, la réduction du déficit public de 4,6% à 3,7% du PIB, pour atteindre, en 2007, 3%, respectant ainsi le Pacte de Stabilité et de Croissance (PEC).

L'objectif du gouvernement est d'imposer que les coûts de la baisse de l'investissement soient supportés par les travailleurs, en particulier ceux du secteur public. Rien qu'avec la baisse des salaires, qu'il a l'intention d'imposer à la fonction publique, le gouvernement veut économiser 140 millions d'euros l'année prochaine.

A cette économie s'ajoute le gèle des progressions des salaires et à l'augmentation de l'âge de la retraite imposée aux professeurs, décrétée en mai 2005. Par ailleurs ce vol continuera avec l'augmentation des prélèvements obligatoires pour le régime spécial des fonctionnaires, de 1% à 1,5% et avec la suppressions de 75 000 postes.

Mais l'attaque la plus importante du gouvernement est la réforme de la Sécurité Sociale, qui a déjà été signée par les représentants du patronat et de l'UGT [centrale syndicale contrôlée par le PS. NdT] – augmentant l'âge de la retraite, réduisant les remboursements et permettant une privatisation de plus en plus importante. Le gouvernement veut que la réforme soit appliquée dès l'année

prochaine.

A cela s'ajoutent d'autres changements dans le domaine social, tels que le paiement d'un forfait hospitalier et des opérations chirurgicales dans les hôpitaux publics, la fermeture de 14 services d'urgence, sans parler des maternités qui ont déjà été fermées.

L'éducation est un autre domaine visé par le gouvernement. Une baisse du budget de l'enseignement supérieur de 6,2% est prévue. Les recteurs d'universités ont déjà prévenu que les moyens sont insuffisants pour la rémunération des personnels – et ils ont déjà augmenté les frais d'inscriptions.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, les chiffres sont effrayants : 1428 écoles publiques ont été fermées, ce qui correspond à près de 20% du nombre total.

La situation du gouvernement

Avec les récentes manifestations, le gouvernement fait face à la plus importante opposition depuis qu'il est arrivé au pouvoir. Jusqu'à maintenant, il avait été à l'aise pour mener une gigantesque offensive néolibérale que la droite n'était pas arrivée à mettre en place lors des gouvernements Durão Barroso et Santana Lopes.

Socrates semblait de plus en plus fort et ne semblait pas connaître de contestation populaire à la hauteur de ses attaques. A l'intérieur du PS, la situation de Socrates semblait aussi assurée. Lors du 15ème congrès du parti, prévu pour la première quinzaine du mois de novembre, il n'y aura qu'un seul candidat pour le poste de secrétaire-général : Socrates.

Les motions annoncées par d'autres secteurs du parti ne font que des critiques ponctuelles à sa politiques gouvernementale et ne se présentent pas comme une alternative. De son côté, Manuel Alegre [candidat oppositionnel du PS lors des dernières élections présidentielles] a déjà annoncé qu'il ne soutiendra aucune motion alternative.

Mais il a suffit que la classe ouvrière descende dans la rue en masse pour montrer qu'elle n'était pas défaite et montrer où résidait la force du gouvernement jusque-là : dans la passivité du mouvement social, démoralisé à cause

de la manière désastreuse dont la lutte a été menée l'année dernière par les directions syndicales.

Au lieu d'unifier l'ensemble des travailleurs de la fonction publique et de préparer les conditions pour la grève générale, les directions syndicales sont en train de diviser les mouvements de lutte qui se sont exprimés dans différents secteurs de travailleurs : cette division peut provoquer l'épuisement des travailleurs et contribuer, en fin de compte, à la victoire des plans de Socrates.

Organiser la grève générale

Face aux impressionnantes manifestations des travailleurs, en particulier celles des professeurs et des fonctionnaires, dont la grève des 17 et 18 octobre a été suivie à 85%, il y a la possibilité réelle que les travailleurs passent à l'offensive. Il faut soutenir les luttes qui sont prévues, comme la grève des fonctionnaires des 9 et 10 novembre.

Mais il faut aussi qu'il y ait une réponse unitaire des travailleurs : que la CGTP appelle à la grève générale contre les mesures du gouvernement. Seule une lutte déterminée et forte pourra garantir le retrait de la réforme de la sécurité sociale, le retrait du plan honteux du changement de statut des professeurs de Lurdes Rodrigues [ministre de l'éducation nationale NdT]/Socrates, l'augmentation de l'âge de la retraite et les autres mesures contre la fonction publique ; seule une lutte forte permettra de rouvrir les écoles, les maternités et les urgences fermées et garantir une augmentation des salaires supérieure aux 1,5% que le gouvernement veut imposer.

Les grèves nationales des professeurs, au mois d'octobre et ainsi que celles des autres secteurs de la fonction publique au mois de novembre doivent ouvrir la chemin vers cette grève générale.

Pour que nous arrivions à vaincre, il faudra encore, la plus grande unité dans le camp de la gauche et du mouvement syndical, c'est à dire que les syndicats et leurs directions, la CGTP, le Bloc de Gauche et le PCP, en plus des mouvements populaires fassent l'unité d'action pour la lutte.

Manuel Alegre et le secteur qu'il représente à l'intérieur du PS, doivent égale-

LCT/CWB - Section belge

La Ligue Communiste des Travailleurs a été fondée !

Nous reproduisons ici l'article paru sur le site web de la LIT-QI au sujet du congrès de fondation de la LCT de Belgique, congrès auquel ont assisté le GSI, section française, le PRT-IR (Parti Révolutionnaire des Travailleurs – Gauche Révolutionnaire) et LI (Lutte Internationaliste), respectivement section officielle et section sympathisante en Espagne.

Les camarades de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale en Belgique qui éditent Presse Internationale, ont décidé de se constituer en Ligue Communiste des Travailleurs / Communistische WerkersBond, comme premier pas pour devenir une section de la LIT-QI (dont seul le Comité Exécutif International est statutairement autorisé à accepter de nouvelles sections nationales).

Nous continuons évidemment à revendiquer le même objectif fondamental annoncé dans chaque numéro de Presse Internationale : « construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs ».

Le premier numéro de Presse Internationale a été publié il y a dix ans. Entre-temps, notre équipe de camarades de la LIT-QI en Belgique s'est agrandie. A notre petite échelle, nous avons participé dans les grandes luttes de notre classe, en Belgique et dans le monde, et nous y avons défendu le programme de la LIT-QI.

Depuis quelques mois, nous avons entamé une étude plus spécifique et nous avons élaboré un Programme pour la Belgique. Et ce 11 novembre 2006, nous avons célébré la Conférence de Fondation de la LCT, avec la participation de camarades d'autres sections de la LIT-QI et de militants extérieurs à notre organisation qui nous ont accom-

pagnés depuis des années dans notre participation dans les luttes de notre classe.



La Conférence a nommé à la présidence d'honneur :

- ⇒ **Nahuel Moreno**, fondateur de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale ;
- ⇒ **Semira Adamo**, une "sans-papier" nigérienne, assassinée par la police belge en 1998, lors de sa déportation, symbole de la lutte des sans-papiers ;
- ⇒ **Léon Lesoil** et **Abraham Léon**, qui ont payé de leur vie dans les camps de concentrations de la gestapo leur combat pour sauver la IV^{ème} Internationale de la destruction pendant les années de la guerre, en transformant l'héroïque résistance à l'occupation nazi en combat révolutionnaire en Belgique.

Nous avons reçu l'adhésion enthousiaste de différentes sections de la LIT-

QI, et nous voulons terminer cette présentation de la Ligue Communiste des Travailleurs par un extrait du salut du Secrétariat International de la LIT-QI à notre Conférence de Fondation :

« Pour nous, la fondation d'une nouvelle section en Europe est une raison de fierté, dans un pays impérialiste comme la Belgique. D'abord, par l'importance stratégique de ce continent et de son prolétariat, un des plus concentrés et plus combattifs du monde, héritier de la première tradition marxiste.

Deuxièmement, parce que, bien que s'agissant encore d'un petit groupe de fondation, vous êtes en train de se construire avec la méthode de faire face avec beaucoup de sérieux à deux tâches centrales de ce stade d'un groupe trotskiste et moréniste.

La première est l'élaboration d'un programme national qui résume nos propositions aux travailleurs et permet notre intervention dans le mouvement ouvrier et de masses.

La seconde, est la recherche d'un point d'insertion dans le mouvement de masses qui, dans votre cas, est le secteur des travailleurs immigrants et sans-papiers que joue un rôle d'avant-garde dans la lutte des classes en Belgique et en Europe.

En troisième lieu, et non le moins important, parce que votre projet et votre référence est, dès son origine, une partie consciente de la reconstruction de la IV Internationale et de la LIT-QI, en agissant en collaboration avec les sections de l'Europe et avec toute l'Internationale. ».